

<b>Pays concerné</b>	Togo / Benin
<b>Titre</b>	<b>Avantages et défis de l'intégration du secteur privé dans la formation et l'enseignement professionnels agricoles (ATVET) en Afrique</b>
<b>Partenaire du projet</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
<b>Contexte</b>	<p>Afin de rendre l'agriculture africaine plus productive, les Etats membres de l'Union africaine (UA) se sont fixés les objectifs suivants, objectifs également recommandés par le CAADP*:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. augmenter la productivité agricole d'au moins 6 % par an,</li> <li>2. réaliser des investissements publics dans l'agriculture à hauteur d'au moins 10 % des budgets nationaux. La Déclaration de Malabo de l'Union Africaine (UA) s'engage pour une augmentation et une amélioration de l'offre dans le domaine de la formation agricole et ceci dans le cadre de tous les niveaux d'enseignement (voir le Cadre Stratégique pour la Formation Agricole et le Renforcement des Compétences AESIF – 2015 -2025). En tant qu'organe technique de la Commission de l'UA (CUA), l'agence NPCA du NEPAD (Agence de planification et de coordination du NEPAD) a été chargée de mettre en œuvre le CAADP. La croissance doit être réalisée en développant des chaînes de valeur par le biais d'un plan d'investissement (NAIPs) élaboré par le CAADP et devant être mis en œuvre d'ici 2025. Programmes de formation professionnelle et formations de l'Agence du NEPAD (ATVET). L'objectif est d'exploiter le potentiel élevé de l'agriculture africaine, de créer la sécurité alimentaire et de parvenir à une croissance durable. <p>Le programme d'appui (PA) se compose de quatre parties : (1) Conseils en matière de politiques, (2) Changement climatique, (3) Enseignement et formation professionnels techniques (ATVET), (4) ATVET pour les femmes.</p> <p>Les activités du SLE se concentrent sur les parties 3 et 4.</p> <p>L'enseignement et la formation professionnels sont encore dominés par l'État en Afrique et le secteur privé (comme les coopératives paysannes, transformateurs, commerçants et exportateurs, agro-industries) n'est généralement pas impliqué. Toutefois, dans la mesure où la formation professionnelle publique ne fonctionne pas vraiment et n'est pas suffisamment axée sur la pratique, l'implication du secteur privé dans ce domaine pourrait créer une situation gagnant/gagnant dans laquelle les objectifs énoncés ci-dessus pourraient être mieux atteints.</p> </li></ol>
<b>Objectifs</b>	Grâce à ses recherches, le PA peut stimuler les PPP et ainsi améliorer la coopération entre les secteurs privé et public afin de développer un secteur ATVET orienté vers le marché et peut ainsi contribuer à la professionnalisation de la main-d'œuvre agricole en Afrique et la rendre plus productive et rentable.
<b>Résultats attendus</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un pré-rapport avec les outils qui peuvent être utilisés pour l'enquête</li> <li>• les rapports des ateliers nationaux et internationaux au cours desquels les résultats et les recommandations ont été discutés avec les intervenants</li> <li>• une étude</li> <li>• Intégration des résultats dans les deux projets GIZ CAADP ATVET par le GIZ</li> </ul>
<b>Partenaires</b>	GIZ et ATVET-Structures, cela renferme aussi les ministères et leur structures déconcentrées secteur privé, chambres, umbrellas, associations ?.
<b>Equipe</b>	Equipe interdisciplinaire, intérêt pour l'ATVET (formation professionnelle) et l'agriculture ainsi que pour la chaîne de valeur ajoutée. Pensée économique, socialement inclusive et écologiquement durable.
<b>Chef d'équipe</b>	N.N.